

# « La réalité en pleine face dans 3 mois »

L'arrêt de deux lignes de production sur les trois de l'usine Candia de Saint-Yorre rend le spectre de la fermeture plus concret pour les salariés.

Marlène Lestang  
marlene.lestang@centrefrance.com

Vendredi matin, les salariés de Candia ont débrayé. Ils voulaient une prime transactionnelle de 22.000 euros net pour lever leur appel au tribunal de grande instance de Paris contre le plan social de l'entreprise. Le refus de la direction de la leur accorder autrement qu'en brut les avait mis en colère.

« Ils grappillent tout ce qu'ils peuvent, sauf que la deadline arrive et que dans trois mois, on n'a plus de boulot, lâche l'un d'eux. Ils pourraient faire un effort plutôt que de pinailler sur quelques milliers d'euros, mais ce ne sont pas des philanthropes. Ils ne prennent pas en compte la détresse des gens. »

« Tellement flou de leur côté que ça ne peut pas l'être moins du nôtre »

« Détresse », « écœurement », « dépit » ou « désarroi », sont les mots qui viennent spontanément à l'esprit des salariés. Depuis qu'on leur a annoncé, en novembre dernier, que l'usine fermerait à la fin de cette année, seule une poignée a trouvé une issue. « Ils travaillent ailleurs ou sont partis se former. »



« DÉPIT ». « Dans trois mois, on n'a plus de boulot », comptaient les salariés de Candia, vendredi. PHOTO GAEL BAUD

Ceux qui restent disent ne voir la lumière au bout du tunnel. « Quand vous avez une maison à payer, une gamine, vous vous attendez au pire. » « C'est tellement flou de leur côté que ça ne peut pas l'être moins du nôtre... »

L'arrêt d'une première ligne de production, en juin, puis d'une deuxième, fin juillet-début août, sur les trois que compte l'usine, a rendu d'un coup la situation plus concrète : « Tout le monde a pris conscience que les jours étaient comptés, estime Thierry Rebillard, délégué CDFT du site de Saint-Yorre. L'échéance paraissait loin jusque-là. Et com-

me tout fonctionnait, il y avait toujours l'espoir, même mince, d'un retour en arrière. »

« À Noël, ce sera fini »

Le compte à rebours défile même hors de la laiterie. « À la maison, c'est lourd à gérer au jour le jour, confie une salariée. En plus, nous sommes deux concernés par le plan social. Même en vacances, on a toujours ça en tête. » Un collègue renchérit : « Et quand bien même on voudrait faire abstraction, il y a toujours quelqu'un dans l'entourage qui nous demande comment on va, où on en est. »

Un autre essaie de prendre du recul : « Les gens sont tellement attachés à l'activité qu'ils ne peuvent pas se projeter ailleurs et autrement, qui plus est dans un bassin qui ne va pas bien. Le problème, c'est qu'on n'est plus en novembre 2012. À Noël, ce sera fini. On va tous se prendre la réalité en pleine face. »

Aucun ne semble rassuré par l'arrivée possible d'une nouvelle activité agroalimentaire sur le site : « Les représentants de cette société sont venus plusieurs fois en visite. Mais on n'est pas sûr du nombre de gens repris, ni des conditions. On reste dans l'expectative. » ■

## Un accord de fin de conflit serait sur le point d'aboutir

Les salariés n'iront peut-être pas au tribunal de grande instance de Paris, la semaine prochaine.

Déboutés en juin dans la procédure engagée contre le plan social qui touche l'entreprise, avec leurs collègues des autres sites condamnés à fermer (\*), ils pourraient finalement lever leur appel. « Des pourparlers sont en cours pour trouver une solution globale et mettre fin au litige, laisse entendre M<sup>e</sup> Borie, leur avocat. On a bon espoir que cela aboutisse. »



USINE. Les salariés et la direction se sont déjà accordés sur les quantités à produire à condition que tous les emplois soient maintenus jusqu'à la fin de l'année. PHOTO DOMINIQUE PARAT

Des points d'accord ont déjà été trouvés. « Cet été, on s'était engagé à produire un certain nombre de bouteilles jusqu'à la fin de l'année, à condition que tous les emplois soient maintenus, rapporte Thierry Rebillard, délégué CDFT du site de Saint-Yorre. Mais cet engagement était difficilement réalisable. Vendredi dernier, la direction a accepté notre demande de le revoir à la baisse. » ■

(\*) Saint-Yorre, mais aussi Le Lude (Sarthe) et Villefranche-sur-Saône (Rhône), soit 313 emplois en tout.

### DANS LE RÉTRO

8 novembre 2012

Le groupe coopératif Sodiaal annonce son intention de fermer, fin 2013, trois sites Candia, dont l'usine de conditionnement de lait de consommation de Saint-Yorre. Le lendemain, le directeur général adjoint vient exposer la situation aux 106 salariés, qui répondent par des débrayages.

16 novembre 2012

Le préfet reçoit des dirigeants, pour qu'ils expliquent leur décision aux élus locaux.

19 novembre 2012

Première grève des salariés, qui reprennent le travail le lendemain, « sans les réponses espérées ». La concertation avant le plan de sauvegarde de l'emploi débute la même semaine.

29 novembre 2012

Les salariés bloquent le site pendant six heures.

11 décembre 2012

Une délégation est reçue au ministère de l'Agriculture.

17 janvier 2013

Les salariés bloquent l'accès à l'usine.

23 janvier 2013

Les salariés reprennent le travail et appellent au boycott des produits Candia.

14 mars 2013

La réunion publique organisée en mairie de Saint-Yorre mobilise peu de monde. Les salariés se sentent « délaissés ».

8 avril 2013

Giampaolo Schiratti, nouveau directeur général de Candia, est retenu plusieurs heures dans l'usine. La semaine suivante, tout le monde est réuni à la mairie pour une table ronde.

29 mai 2013

Des représentants de la direction sont bloqués sur le site, après la mise à pied de deux salariés. L'accord de sortie de conflit est trouvé vers 21 h 30.

14 juin 2013

Après une nouvelle rencontre au ministère, les salariés vont soutenir leurs collègues mis à pied. Les deux sont réintégrés.

18 juin 2013

Le TGI de Paris déboute les salariés dans la procédure engagée contre le plan social qui touche l'entreprise. Leur appel doit être étudié le 26 septembre.